

Le Burundi a besoin d'un nouveau dispositif législatif pour les POPs

@rib News, 23/05/2012 â€“ Source Xinhua La mise en Å“uvre de la Convention de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants (POPs) serait effective au Burundi si le gouvernement mettait en place un nouveau dispositif lÅ“gislatif et rÅ“glementaire Å mÅ“me de pouvoir diminuer efficacement ces produits chimiques Å effets nÅ“fastes sur la santÅ“ humaine l'environnement. CÅ™est ce qu'Å™a plaidÅ“ mercredi Å Bujumbura M. JÅ“rome Karimumuryango, coordonnateur national du "Renforcement des CapacitÅ“s Institutionnelles pour la Mise en Å“uvre de la Convention de Stockholm sur les POPs et Sensibilisation accrue sur les Questions des POPs". Expert environnementaliste, il a tenu ces propos Å la veille de la clÅ“ture des activitÅ“s de ce projet prÅ“vue pour le 31 mai 2012.

S'adressant Å une centaine de participants reprÅ“sentant les principales parties prenantes nationales (secteur public, secteur privÅ“ et sociÅ“tÅ“ civile) concernÅ“es par les produits chimiques, dont les POPs, et rÅ“unis en atelier national de deux jours, M. Karimumuryango a Å™mis le souhait que les derniers moments de vie de ce projet, soient marquÅ“s par une validation des "outils de gestion des produits chimiques au Burundi". Ainsi, il a proposÅ“ comme outils fondamentaux quatre textes lÅ“gislatifs et rÅ“glementaires portant interdiction de production, importation, commercialisation et utilisation des Å“lÅ“ments suivants : les pesticides "Mirex et Endrine", les polychlorobiphÅ“nyles (PCB), les Å“quipements Å“lectriques contenant des huiles Å PCB ainsi que les produits pÅ“troliers contenant du plomb et une haute teneur en soufre. Pour les deux pesticides listÅ“s dans la Convention de Stockholm mais non encore interdits au Burundi, l'expert a demandÅ“ que le ministÅ“re de l'Agriculture et de l'Elevage sorte rapidement une ordonnance portant interdiction d'utilisation Å travers le pays de ces POPs volatils et partant susceptibles de causer des problÅ“mes sanitaires (cancers, malformations Å la naissance...) et environnementales (contamination des sols, des eaux, de l' atmosphÅ“re, des plantes et des animaux). Pour faire face aux problÅ“mes posÅ“s par les PCB, l'expert a proposÅ“ au ministre de l'Energie et des Mines de signer une ordonnance interdisant l'importation des transformateurs de courant, les condensateurs ou autres rÅ“ceptacles contenant des huiles Å PCB. En ce qui concerne l'abolition des produits pÅ“troliers contenant du plomb et une haute teneur en soufre, l'expert a suggÅ“rÅ“ que les ministÅ“res ayant dans leurs attributions les questions ÅnergÅ“tiques, commerciales et environnementales, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l' Environnement (PNUE), lÅ“gifÅ“rent dans le cadre d'asseoir une approche visant Å l'interdiction des polluants organiques dÅ™nommÅ“s "Dioxines et Furanes", deux gaz trÅ“s toxiques provenant de la combustion de l'essence contenant du plomb et qui sont classÅ“s parmi les substances les plus cancÅ“rigÅ“nes.